

Casse leur bac d'abord

La stratégie est bien rôdée : les annonces dispersées et le débat anecdotique sur le port de la blouse masquent un véritable dynamitage du système scolaire. La réforme du lycée et celle du Bac, l'instauration de « Parcoursup » et bientôt la nouvelle licence : à travers les méandres de dispositifs complexes, c'est un enjeu de société qui se dessine.

L'accès au niveau bac d'une part plus grande de la jeunesse a constitué un pas vers la démocratisation, entrouvrant la porte des études supérieures pour les couches populaires. L'entrebâillement reste modeste : 11% seulement d'étudiants sont des enfants d'ouvriers, alors qu'ils représentent un tiers des jeunes de 18 à 23 ans.

La réforme envisagée du baccalauréat casse sa double fonction de diplôme national de référence et de clef d'accès à l'université. Avec le lycée « modulaire », les parcours seront différents d'un établissement, d'un individu à l'autre. Ajoutons à cela une forte dose de contrôle continu, et le bac ne sera plus qu'une coquille vide, sans dimension nationale. La sélection à l'entrée de l'université viendra estimer la valeur de chaque bac en fonction du parcours individuel de son titulaire.

Voici donc le fameux rapprochement du lycée et de l'université ! Un rapprochement qui ne permettra pas de s'attaquer dès l'amont aux obstacles pédagogiques et économiques rencontrés dans les études supérieures par les jeunes les moins familiers du système scolaire et les moins soutenus financièrement, pour permettre à tous de réussir dans des études longues. Non, il s'agit au contraire de transformer le lycée en « petite université » et de dissuader les jeunes les plus éloignés de la culture scolaire d'entrer dans ce cycle « lycée-licence » en les orientant dès la fin de la 3^e vers l'apprentissage. C'est pour leur bien : ils échoueraient de toute façon...

Nous, communistes, nous refusons la transformation des universités en clubs privatisés et concurrentiels, le formatage de la jeunesse pour la compétition professionnelle, le marchandage des connaissances à coup de soutien privé, de frais d'inscription et de crédit étudiant. Nous revendiquons un droit universel à l'accès aux savoirs et à leur maîtrise. Cette révolution est un puissant levier de transformation du travail, de la vie sociale et personnelle de chaque citoyen. Tous, de la maternelle à l'université incluse, sont capables d'en bénéficier, d'y apporter leur intelligence collective, et d'en faire profiter la société d'égalité et de justice que nous voulons.

Françoise Chardin et Marine Roussillon
commission d'animation du réseau École

Janvier 2018

Sortie de Carnets rouges n°12 :

« Des fondamentaux
pour quelle école ? »



3 février 2018

États généraux du progrès
social, Paris

RÉFORME DU BAC ET PLAN ÉTUDIANTS

du tirage au sort au triage social...

Avec le nouveau bac et le Plan étudiants, Macron met en conformité le système éducatif avec le monde du salariat organisé par la loi travail et plus globalement le modèle de société libérale qu'il veut imposer. On y retrouve les axes majeurs de cette reconfiguration globale : sélection, individualisation, mise en concurrence. Le tout favorisant l'introduction de nouveaux marchés privés dans le domaine de la formation.

La sélection contre les apprentissages

La sélection est l'arme de destruction massive de toute forme de solidarité et d'organisation collective.

Évaluations, classement et sélections prolifèrent : dès septembre en CP, début de la scolarité obligatoire, une évaluation nationale repère l'élève qui sait déjà (ou pas !) identifier le dernier mot d'une phrase, distinguer majuscule et minuscule, etc. Puis vient la chasse au meilleur collègue, aux options qui donnent un avantage dans la course au « bon » lycée, par le biais de procédures aussi opaques que chronophages. Le temps consacré à l'évaluation le dispute désormais à celui des apprentissages et de leur préparation, pour les élèves comme pour les enseignants.



DES PROPOSITIONS DES ÉTUDIANTS COMMUNISTES

Lors de la conférence nationale 2016 de l'UEC, les étudiants communistes avancent de nombreuses propositions pour un enseignement supérieur ambitieux et démocratique. Quelques exemples :

- reconnaissance des études par une véritable rémunération qui rompe avec les logiques caritatives
- statut social du jeune travailleur en formation
- création de services publics de la vie étudiante (logement, restauration, culture, transport)
- réinvestissement budgétaire massif avec un cadrage national pour des capacités d'accueil à hauteur des besoins.
- cadrage pédagogique et scientifique des diplômes, avec une trame de programmes nationaux en licence dans toutes les filières et pour l'ensemble des établissements, publics comme privés
- inscription de tous les diplômés dans une grande convention collective nationale interprofessionnelle
- une pédagogie renouvelée, au service de la réussite de tous les étudiants
- lutte contre les discriminations sexistes à l'université
- développement et diffusion de recherches soustraites aux dogmes libéraux.

Des propositions à découvrir en détail :

<http://www.etudiants-communistes.org/2016/11/28-conf%C3%A9rence-nationale-2016-propositions-%C3%A9tudiantes-communistes-13006>

Avec le nouveau « Parcoursup », quelque 700 000 lycéens devront formuler une dizaine de vœux chacun, étayés par des lettres de motivation. C'est 7 millions d'avis que devront porter successivement les professeurs de terminale, puis, entre avril et mai, les établissements d'enseignement supérieur chargés d'examiner les dossiers. Et lorsqu'auront été donnés les avis sous forme de « oui », « oui si », ou « non », une seconde étape de classement démarrera. Avec à l'arrivée, des universités plus sélectives (et donc « meilleures » ?) et d'autres qu'on choisira par défaut.

L'important n'est plus ce qu'on va étudier, mais où on l'étudiera, sur le modèle anglo-saxon.

Une sélection précoce et profondément inégalitaire

Le nouveau bac et l'organisation du lycée qui en découle casse les repères nationaux : à chaque lycéen son parcours, construit par des modules choisis dès la classe de seconde, à chaque établissement son baccalauréat, avec un poids du contrôle continu considérablement renforcé, à chaque quartier et chaque région sa carte de formation, sur laquelle le patronat local pèse de tout son poids.

En affirmant la fonction du bac comme simple « levier vers l'enseignement supérieur », on fait d'une pierre plusieurs mauvais coups. Le diplôme cesse d'être reconnu comme qualification, il n'est plus suffisant pour entrer à l'université.

Ce qui comptera, pour obtenir la formation de son choix, c'est le « profil » individuel des candidats, sa correspondance avec les « attendus » de chaque formation, ces compétences (les voilà !) exigées du postulant. Un profil, c'est quoi ? C'est avoir fait ses études au bon endroit, dans le bon lycée, en ayant choisi, dès l'âge de quinze ans, les modules scolaires et même les activités extrascolaires – désormais prises en compte – les plus rentables.

Quel genre de personnes un tel système peut-il former ? Des adultes qui auront appris, dès l'enfance, à mettre tout leur temps – loisir et travail confondus – au service de leur carrière et de leur employabilité, dans une concurrence permanente de tous contre tous.

Quant à ceux, moins bien informés ou moins bien dotés, qui n'auront pas le « bon profil », on leur promet tutorat et contrat de réussite personnalisé pour baliser leurs choix, et ils ne pourront donc s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils échouent... Informer des impossibles plutôt que de former à tous les possibles.

réforme du bac et plan étudiants

Université : les sélectionneurs sélectionnés

L'université, devenue sélective, n'en sera pas pour autant revalorisée ! La mise en concurrence des établissements change progressivement leur offre de formation, et cela ne peut que s'aggraver. Là, des formations plus sélectives et plus ambitieuses, pour une petite minorité. Partout ailleurs, l'injonction à accepter plus d'étudiants avec moins de moyens, à sacrifier les contenus, à baisser les ambitions.

Se dessine ainsi de plus en plus clairement un enseignement supérieur à plusieurs vitesses. Certaines licences continueront à préparer à la poursuite d'études en second cycle universitaire, tandis que les autres prendront en charge les lycéens – dont l'essentiel des titulaires de bac pro – pour qui l'horizon doit s'arrêter à une licence faiblement monnayable puisque délivrée par une université de moindre prestige.

La continuité bac -3/bac +3 tant vantée n'a donc pas grand-chose à voir avec l'élévation générale du niveau de connaissances et de qualification dont notre pays a besoin ! La concurrence et la sélection sont mises au service de l'accroissement des inégalités. L'individualisation des parcours permet de refuser aux jeunes les avantages qu'ils devraient tirer de l'élévation de leur formation.

La sélection, une manne pour le privé

La réforme ouvre des perspectives alléchantes pour les marchands de l'éducation. Plus la formation s'individualise, plus les vendeurs de « coaching » prospèrent. Gageons que nombre d'officines privées se bousculeront pour assurer en quelques semaines la remise à niveau exigée pour la spécialité choisie et délivrer des certifications maison...

Par ailleurs, en surchargeant les universités de tâches nouvelles (sélection, actions de remise à niveau) sans leur donner les moyens supplémentaires de les assurer (voir encadré), le gouvernement prépare les es-

L'ENGAGEMENT MASSIF DE L'ÉTAT**une fake news ?**

L'effort financier pour l'université serait sans précédent : près d'un milliard d'euros sur le quinquennat. À voir : les 500 millions qui iront aux établissements – 1% du budget global des établissements –, attribués sur projets et versés sur 5 ans, doivent couvrir l'accueil des 40 000 étudiants supplémentaires chaque année (selon les projections du ministère), la mise en place de la réforme et des tâches nouvelles qu'elle implique (le Snésup évalue un temps de travail pour donner les avis entre 450 à 1600 équivalent temps plein), les progressions de carrière liées à l'investissement pédagogique ; avec une inflation estimée à 1% par an : **autant dire qu'il s'agit bel et bien d'une nouvelle baisse de la dépense par étudiant, et d'un alourdissement de la charge de travail des enseignants !**

prits à une nécessaire augmentation des droits d'inscription, modulée bien sûr en fonction du prestige de l'université, ouvrant la voie pour les banques au développement du crédit étudiant, enjeu stratégique majeur de la réforme (voir encadré).

Inévitable, la sélection ?

La sélection est présentée comme le seul remède possible aux maux de la société : trop de chômeurs ? Qu'on les radie du chômage, ou qu'on les contraigne à accepter tout travail ! Trop d'étudiants qui encombreront les facs de leur échec ? Qu'on les sorte de l'université, ou qu'ils acceptent d'être fourrés là où restent des places. Et puisque le tirage au sort est vraiment trop injuste, remplaçons-le par la sélection sur dossier !

Mais une telle sélection n'est pas moins injuste. Elle accroît les inégalités. Elle ne répond pas au besoin d'une élévation du niveau de connaissance et de qualification dans la société. Elle corrompt la mission fondamentale de l'école comme de l'université : enseigner pour faire progresser, et non pour enfermer chacun dans ce qu'il est ; construire la réussite de toutes et tous, et non trier en fonction de compétences acquises avant et ailleurs.

Incontournable, le fait de ne pouvoir accueillir tous les bacheliers ? Pas si l'on augmente les capacités d'accueil des facs, à la hauteur de la réalité démographique et des aspirations légitimes à poursuivre des études supérieures à l'université.

Inéluctable, le taux d'échec élevé en premier cycle, d'ailleurs artificiellement gonflé en faisant entrer dans ce taux les réorientations choisies, les parcours plus lents d'étudiants salariés... ? Pas si on s'attaque en amont à l'échec scolaire, pas si on améliore les conditions matérielles de vie et de scolarité des étudiants !

Les mobilisations qui se développent dans les universités ouvrent des perspectives. Avec toutes celles et ts ceux qui s'opposent à la sélection généralisée, nous voulons construire un projet ambitieux et égalitaire pour l'éducation.

UNE LECTURE ÉDIFIANTE !

Fin 2016, Robert Gary-Bobo, professeur d'économie à L'ENSAE, remet au candidat Macron un rapport sur les réformes souhaitables de l'enseignement supérieur français. Mis en ligne en 2017 par le site Média-part, au grand dam de son auteur, il constitue un décodage dont le cynisme le dispute à la brutalité et au mépris, et éclaire la réalité de l'actuelle réforme.

On y lira par exemple que le développement du crédit étudiant et l'augmentation du droit d'inscription est « le nerf de la guerre », que « le maître mot est ici de réaliser une véritable autonomie (plus ou moins sur le modèle des universités publiques américaines) », et qu'il faut « instaurer la sélection mine de rien », entre deux violentes attaques contre les syndicats étudiants.

À lire et faire lire !

http://www.groupejeanpierrevernant.info/Note_EM_GaryBobo2016.pdf

POUR ALLER PLUS LOIN sur ces réformes...

Pour consulter l'intégralité du Plan étudiants :

<http://www.education.gouv.fr/cid122039/plan-etudiants-accompagner-chacun-vers-la-reussite.html>

Deux excellentes synthèses critiques du Plan :

<https://humanite.fr/selection-la-fac-bientot-la-loi-du-profil-647493>

<http://www.sociologuesdusuperieur.org/sites/default/files/articles/pj/2017-12/Plan%20Etudiant%20Infos.pdf>

Sur les enjeux de la démocratisation de l'université, le point de vue d'un enseignant communiste :

http://reseau-ecole.pcf.fr/sites/default/files/la_democratisation_de_luniversite_pilier_de_la_reussite_educative.odt

Une pétition initiée par l'ASES :

www.sociologuesdusuperieur.org/article/petition-la-selection-nest-pas-la-solution

Pour un aperçu de ce que peut donner le lycée modulaire, un dossier du SNES :

https://www.snes.edu/IMG/pdf/note_sur_le_lycee_modulaire_britannique.pdf

Le dossier du SneSup sur la réforme :

<http://www.snesup.fr/rubrique/la-selection-en-licence>

Et un débat sur Public Sénat avec notamment le sénateur communiste Pierre Ouzoulias (à partir de la 15^e minute) : https://www.youtube.com/watch?time_continue=3&v=rwle9EIM6DA

CONGRÈS DU PCF

INSCRIVONS DANS NOTRE PROJET LA RÉVOLUTION DE LA CONNAISSANCE ET DES SAVOIRS COMME OUTIL DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

texte collectif de membres de la commission Éducation du Conseil national, décembre 2017

Le capitalisme a intégré la place nouvelle des connaissances et de la créativité dans la production de valeur ajoutée. Il a besoin d'une main d'œuvre plus créative et mieux formée, mais sans que ce haut niveau de formation et de créativité ne débouche sur une maîtrise accrue du travail et des choix collectifs.

Ce n'est pas par hasard si l'actuel ministre de l'Éducation nationale, issu des milieux bien à droite, multiplie les sorties provocatrices pour des mesures complètement à rebours des besoins des élèves, de leurs familles et des professeurs. La méthode Blanquer/Macron est de tenter de prendre appui sur la place nouvelle des savoirs et de la créativité pour franchir une étape dans l'individualisation du travail et la mise en concurrence généralisée, empêchant ainsi l'accès à des pouvoirs nouveaux. Et pour faire de la connaissance une valeur marchande.

L'enjeu de la révolution de la connaissance et des savoirs est bien là. Si la bourgeoisie l'a bien compris, faisons grandir l'idée qu'ils sont en même temps un levier de transformation sociale.

La part du travail intellectuel ne cesse de croître dans l'ensemble des activités productives. La formation tout au long de vie, qui reste à construire, ne saurait minorer l'importance d'une formation de base, bien au contraire. Il est clair que la culture, les savoirs, la créativité engendrent une valeur ajoutée incontestable. De fait les processus cognitifs mis en œuvre dans le parcours scolaire peuvent devenir des leviers de la pensée et de l'action collective capables de peser sur les choix de société.

Le projet pour l'éducation du PCF est un projet d'émancipation. Le citoyen a besoin, sur des sujets complexes, de

penser, de s'exprimer, de faire des propositions et des choix, de s'engager de militer. Il a besoin d'élargir ses horizons de vie, de culture, de sensibilité, d'ouverture aux autres.

La formation scolaire doit être pensée comme une culture commune, levier de toutes les émancipations singulières et sociales. Le système éducatif, s'appuyant sur l'idée que tous les êtres humains sont capables d'y parvenir, doit être permettre à tous les jeunes d'accéder à ce haut niveau.

Pensons l'accès aux savoirs et à la connaissance comme un droit universel de chaque individu et du collectif dans lequel il vit.

Cette visée politique est actuellement absente des chantiers du congrès extraordinaire dans la rédaction actuelle de la « feuille de route ». Elle est absente des « états généraux du progrès social » de février prochain. Inscrivons ce chantier dans notre réflexion commune.

Pensons La Révolution de la Connaissance et des Savoirs comme un outil de la transformation sociale. Le PCF dispose d'un projet élaboré par son secteur « éducation » qui s'intitule « l'école en commun » qui vient d'être édité en brochure. La commission organisera au printemps un colloque.

Les militants du secteur sont disponibles pour contribuer dans les fédérations à la réflexion des communistes sur le sujet.

Signataires

Christian Foiret, Anne Baudonne, Françoise Chardin, Marine Roussillon, Jean Noël Mauguin, Catherine Sceaux, Patrick Singéry, Erwan Lehoux